

ELIS SA

**Rapport des commissaires aux comptes sur
l'émission d'actions et de diverses valeurs
mobilières avec maintien et/ou suppression du droit
préférentiel de souscription**

Assemblée générale du 19 mai 2017 - résolutions n° 24 à 29

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

MAZARS

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

SIEGE SOCIAL : 63 RUE DE VILLIERS - 92200 NEUILLY SUR SEINE

TEL : +33 01 56 57 58 59 - FAX : +33

SOCIETE ANONYME SIMPLIFIEE

CAPITAL DE 2 510 460 € EUROS – RCS Nanterre RCS B 672 006 483

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

ELIS SA

Société anonyme au capital de 1 401 670 490 €
Siège social : 5, boulevard Louis Loucheur – 92210 Saint-Cloud
RCS : Nanterre RCS 499 668 440

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Assemblée générale du 19 mai 2017 - résolutions n° 24 à 29

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

MAZARS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions et de diverses valeurs mobilières avec maintien et/ou suppression du droit préférentiel de souscription

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au directoire de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre directoire vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, pour une durée de 26 mois, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - émission avec maintien du droit préférentiel de souscription (vingt-quatrième résolution) d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme à des titres de capital à émettre ou existants de votre société;
 - émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres au public (vingt-cinquième résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, étant précisé que ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur des titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du code de commerce ;

ELIS

*Rapport sur l'émission
d'actions et de diverses
valeurs mobilières avec
maintien et/ou
suppression du droit
préférentiel de
souscription*

*Assemblée générale du
19 mai 2017 -
résolutions n° 24 à 29*

- émission avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et dans la limite de 10% du capital social par an (vingt-sixième résolution) d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créance,
- de l'autoriser, par la vingt-septième résolution et dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation visée aux vingt-cinquième et vingt-sixième résolutions, à fixer le prix d'émission dans la limite légale annuelle de 10 % du capital social (tel qu'existant à la date d'opération).

Le montant nominal global des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra, selon la vingt-neuvième résolution, excéder, outre les plafonds individuels précisés dans chacune des résolutions concernées, soixante-dix millions d'euros sous réserve de l'adoption de la vingt-deuxième résolution ou sept cents millions d'euros à défaut d'adoption de la vingt-deuxième résolution au titre de la dix-huitième et des vingt-quatrième à vingt-huitième résolutions. Le montant nominal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra, selon la vingt-neuvième résolution, excéder un milliard d'euros au titre des vingt-quatrième à vingt-huitième résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux vingt-quatrième à vingt-sixième résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du code de commerce, si vous adoptez la vingt-huitième résolution.

Il appartient au directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du directoire relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

ELIS

*Rapport sur l'émission
d'actions et de diverses
valeurs mobilières avec
maintien et/ou
suppression du droit
préférentiel de
souscription*

*Assemblée générale du
19 mai 2017 -
résolutions n° 24 à 29*

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du directoire au titre des vingt-cinquième à vingt-septième résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre de la vingt-quatrième résolution, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les vingt-cinquième et vingt-sixième résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Directoire en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Fait à Neuilly Sur Seine et à Paris La Défense, le 27 avril 2017.

Les Commissaires aux comptes

**PRICEWATERHOUSECOPPERS
AUDIT**


BRUNO TESNIERE

MAZARS


ISABELLE MASSA